



## DÉCISION MUNICIPALE

**OBJET :** Convention de mise à disposition de mobil-home à titre précaire et provisoire à Mr DELWARDE et Mme LUSY

N° 034/2023

Le Maire de la Commune du TAILLAN-MEDOC ;

Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux attributions du Maire exercées par délégation du conseil municipal,

Vu la délibération n°9 du conseil municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal au Maire,

Considérant la convention en date du 1<sup>er</sup> octobre 2022 de mise à disposition temporaire de 7 mobil-homes avec le Diaconat de Bordeaux, propriétaire des biens.

Considérant la volonté de la Ville du Taillan-Médoc de reloger les familles sinistrées se trouvant sans solution d'hébergement suite aux intempéries du 20 juin 2022.

### DÉCIDE

**ARTICLE 1 :** de signer une convention de mise à disposition d'un mobil-home situé 19 rue des Sables – 33320 LE TAILLAN MEDOC, avec Mr DELWARDE et Mme LUSY.

**ARTICLE 2 :** Cette convention est conclue pour une période de 2 mois à compter du 31 juillet 2023, renouvelable mensuellement jusqu'à l'achèvement des travaux permettant de réintégrer l'habitation en toute sécurité. Le mobil home devra être restitué au plus tard le 31 décembre 2023.

**ARTICLE 3 :** La présente mise à disposition temporaire est consentie moyennant un loyer mensuel de 650 € et de 30 € par mois de provision de charge pour l'eau.

**ARTICLE 4 :** La présente décision municipale sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Gironde ;
- Monsieur le Directeur Général des Services ;

Fait au Taillan-Médoc, le 3 juillet 2023  
Le Maire,  
Conseillère métropolitaine  
Conseillère départementale de la Gironde  
Agnès VERSEPUY



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le : 04/07/2023
- de sa publication le : 04/07/2023



## CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET TRANSITOIRE

### ENTRE LES SOUSSIGNES :

**La Commune du Taillan-Médoc**, domiciliée Place Michel Réglade 33320 Le Taillan-Médoc, identifiée sous le numéro SIREN 213305196,  
Représentée par son Maire, Agnès VERSEPUY, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la Ville »

D'une part,

### ET :

M Jean-Pierre DELWARDE et Mme Patricia LUSY, domiciliés 25, Lotissement Le Clos de Lacaussade 33320 LE TAILLAN-MEDOC

Ci-après dénommés "L'Occupant"

D'autre part,

Ensembles désignées par « Les parties »

### EXPOSE PREALABLE

Suite à la tempête de grêle qui s'est abattue sur le territoire de la commune du Taillan-Médoc le 20 juin 2022, de nombreuses familles ont vu leur habitation sinistrée. Pour certains administrés, l'ampleur des dégâts ne permet pas de se maintenir dans les lieux en toute sécurité. Aussi, devant la nécessité de protéger la population, des solutions transitoires ont donc été mises en œuvre par la municipalité, et notamment le prêt de mobil homes appartenant au Diaconat de Bordeaux.

Par convention en date du 01/10/2022, la Ville du Taillan-Médoc a donc conclu une convention de mise à disposition temporaire de 7 mobil homes avec le Diaconat de Bordeaux, propriétaire des biens, étant expressément prévu que ceux-ci soient temporairement mis à disposition des sinistrés de la grêle par la Ville, dans l'attente de pouvoir réintégrer leur habitation.

Le dispositif concerné étant provisoire par nature, la Ville ne peut garantir à l'occupant précaire un droit au renouvellement. L'occupant déclare expressément avoir connaissance du fait qu'il ne saurait avoir droit à aucun renouvellement, ni indemnité, ni relogement, ni droit au maintien dans les lieux, à l'échéance de la présente convention.

Les parties ont ainsi établi la présente convention, qui vient succéder s'il en existe, à tout autre accord écrit ou oral antérieur à ce jour entre la Ville et l'Occupant et qui aurait pour objet le même immeuble.

**L'Occupant et la Ville Du TAILLAN-MEDOC déclarent expressément que la présente convention ne relève pas de la réglementation des baux d'habitation.**

**CECI EXPOSE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : DÉSIGNATION DES BIENS LOUES**

La Ville donne à titre de convention d'occupation précaire à l'occupant, qui l'accepte, les locaux ci-après désignés :

**Adresse de l'immeuble :** 19, rue des Sables 33320 LE TAILLAN-MEDOC  
MH n°LBM7

Sur la parcelle cadastrée section AT n°395 d'une superficie de 10 ares.

**Locaux loués :** Un mobil home de plain-pied de 30 m<sup>2</sup> avec une petite terrasse et une place de parking.

Le mobil home est composé de :

- 1 pièce avec un coin cuisine équipé : 1 plaque de cuisson à gaz 4 feux et un frigo, 1 support mural pour une petite télé,
- 3 chambres avec literie
- 1 salle d'eau,
- 1 toilette.

Le tout étant meublé.

L'Occupant déclare avoir une parfaite connaissance des lieux pour les avoir vus et visités, sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample désignation.

**ARTICLE 2 : DATE D'EFFET - DUREE**

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 2 mois à compter du 31/07/2023.

Si les travaux de l'habitation sinistrée de M DELWARDE et Mme LUSY ne sont pas achevés au 30/09/2023, la présente convention sera prolongée mensuellement jusqu'à l'achèvement des travaux permettant de réintégrer l'habitation en toute sécurité. Le mobil home devra être restitué au plus tard le 31 décembre 2023.

Si l'occupant souhaite libérer les lieux plus tôt, il devra en avertir la Ville par courrier adressé à Mairie du Taillan-Médoc, Service Relogement Place Michel Réglade 33320 LE TAILLAN-MEDOC moyennant un préavis de 15 jours.

Il est également convenu que, la Ville aura la faculté de révoquer, sans ouvrir droit à indemnité, la convention moyennant le respect d'un préavis de trois mois, adressé par courrier recommandé avec avis de réception.

Étant ici rappelé que la présente convention ne relève pas des dispositions des baux d'habitation.

**ARTICLE 3 : DESTINATION DES LIEUX**

Les locaux ne sont destinés qu'à l'habitation temporaire, dans l'attente de l'achèvement des travaux du domicile sinistré des occupants.

**ARTICLE 4 : ÉTAT DES LIEUX ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX LOUES**

L'Occupant prendra les locaux loués dans leur état actuel, tous les travaux d'installation étant à sa charge, sans pouvoir exiger, ni à son entrée en jouissance ni pendant la durée de la convention, aucune réparation, remise en état ou mise en conformité quelle qu'en soit la nature, l'Occupant renonçant expressément à exercer à l'encontre du propriétaire ou de la Ville un quelconque recours pour vices cachés ou apparents.

La remise des clés est actée par signature de la présente convention.

Il est ici rappelé qu'aucun dispositif ne pourra être installé sans autorisation écrite du propriétaire et que le mobil home devra être restitué dans son état d'origine ainsi qu'il a été constaté dans l'état des lieux annexé aux présentes. (ANNEXE N°1)

#### **ARTICLE 5 : ENTRETIEN DES LOCAUX**

L'Occupant prendra à sa charge l'entretien courant du logement, des équipements mentionnés au contrat et les menues réparations ainsi que l'ensemble des réparations locatives définies par décret en Conseil d'Etat, sauf si elles sont occasionnées par vétusté, malfaçon, vice de construction, cas fortuit ou force majeure.

Le propriétaire restera tenu des réparations prévues à l'article 606 du Code Civil.

#### **ARTICLE 6 : RÉPARATION ET TRAVAUX DU PROPRIÉTAIRE**

Par dérogation à l'article 1724 du Code Civil, l'Occupant souffrira, quelque gêne que cela lui cause, toutes les réparations, études, diagnostics, reconstructions ou quelconque autre intervention devant être exécutés dans l'immeuble sans pouvoir demander aucune indemnité ou diminution de redevance, quels qu'en soient la durée et l'importance et même si cette durée dépasse 21 jours.

#### **ARTICLE 7 : TRAVAUX EFFECTUES PAR L'OCCUPANT**

L'Occupant s'engage à n'effectuer aucune construction, aucun changement de distribution ni de démolition si ce n'est avec le consentement préalable du propriétaire, et sous le contrôle de l'architecte de ce dernier dont les frais et honoraires resteront à la charge de l'Occupant.

Enfin, de convention expresse, les éventuelles améliorations apportées par l'Occupant seront la propriété du propriétaire sans indemnité à moins qu'il ne préfère demander que les lieux soient remis dans leur état d'origine.

#### **ARTICLE 8 : ASSURANCES - RESPONSABILITÉS**

L'Occupant s'engage à faire assurer le mobilier, matériel, marchandises ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers contre l'incendie, l'explosion, le vol, la foudre, le bris de glace et le dégât des eaux auprès d'une compagnie notoirement solvable. Une attestation est jointe à la présente convention au plus tard au jour de sa signature (ANNEXE 2).

L'Occupant s'engage à justifier à toute demande du propriétaire ou de la Ville du contenu de son contrat d'assurance et du règlement des primes.

L'Occupant est et demeure seul responsable de tous les accidents et dommages qui pourraient résulter de l'utilisation dudit immeuble.

La responsabilité du propriétaire ou de la Ville ne saurait être recherchée quel que soit le dommage causé aux tiers et aux usagers. En aucun cas, la responsabilité du propriétaire ou de la Ville ne pourra être recherchée pour vice de construction, défaut d'entretien, de surveillance, etc.... et notamment en cas de vol, cambriolage ou tout acte délictueux commis dans les lieux loués ou leurs dépendances.

**ARTICLE 9 : CESSION ET SOUS OCCUPATION**

Le titre d'occupation ou les ouvrages, constructions, équipements ou installations de caractère immobilier ne peuvent pas être sous-loués, cédés ou transmis sous quelque forme que ce soit à un tiers.

En cas de manquement par l'Occupant aux obligations prévues par le présent article, la Ville se réserve le droit de procéder à la résiliation pour faute de l'Occupant de la présente convention dans les conditions définies à l'article 20 ci-après.

**ARTICLE 10 : RESTITUTION DES LOCAUX LOUES**

L'Occupant s'engage à libérer les lieux au plus tard au terme de la présente convention.

Si l'occupant souhaite libérer les lieux plus tôt, il devra en avertir la Ville par courrier adressé à Mairie du Taillan-Médoc, Service Relogement Place Michel Réglade 33320 LE TAILLAN-MEDOC moyennant un préavis de 15 jours.

Avant la restitution des locaux, l'Occupant s'engage à rendre les lieux libres de toute occupation, clos, propres et totalement évacués de tout mobilier non présent lors de la mise à disposition. L'occupant fera procéder à l'arrêt des compteurs de manière à clore ses comptes.

Dans le cas où l'Occupant ne restituerait pas les locaux en parfait état, il sera procédé par la Ville au nettoyage des locaux, dont le coût sera entièrement supporté par l'Occupant.

Le jour de la libération des locaux loués, un état des lieux de sortie sera établi contradictoirement et amiablement entre les parties.

Si l'état des lieux ne peut être établi dans ces conditions, il sera établi par constat d'huissier, sur l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés entre propriétaire et occupant.

**ARTICLE 11 : LOYER**

La présente mise à disposition temporaire est consentie moyennant un **loyer mensuel de 650 € et de 30 € par mois de provision de charge pour l'eau**, payable à terme échu.

**ARTICLE 12 : INDEXATION**

Sans objet

**ARTICLE 13 : CHARGES, TAXES ET IMPÔTS****13-1 - Fluides**

La mise en service des fluides étant déjà réalisée, l'Occupant s'acquittera des charges relatives aux abonnements et aux consommations (électricité et gaz : bouteille).

**13-2 – Téléphone et Accès internet**

L'Occupant s'acquittera des frais de téléphone et d'accès à Internet.

**13-3 - Taxe Foncière**

La taxe foncière restera à la charge de la Ville.

### **13-4 - Autres charges**

L'occupant s'engage à acquitter exactement ses impôts, contributions et charges résultant de son activité personnelle et d'en justifier à toute réquisition de la Ville.

### **ARTICLE 14 : DÉPÔT DE GARANTIE**

La Ville renonce à son droit à demander à l'Occupant un dépôt de garantie à la signature de la présente convention.

### **ARTICLE 15 : CONDITION PARTICULIÈRE**

L'Occupant durant toute la durée de la convention, devra laisser libre accès, aux locaux loués, au Propriétaire ou à la Ville, ou toute personne désignée par eux, pour la réalisation des diagnostics, prélèvements, carottages ou toutes autres interventions rendues nécessaires.

### **ARTICLE 16 : ÉTAT DES RISQUES ET POLLUTIONS (ERP)**

Sans objet

### **ARTICLE 17 : DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE**

Sans objet

### **ARTICLE 18 : DIAGNOSTIC AMIANTE**

Sans objet

### **ARTICLE 19 : TERMITES**

Sans objet

### **ARTICLE 20 : CLAUSE RESOLUTOIRE**

A défaut d'exécution de l'une ou l'autre des conditions de la convention et un mois après un simple commandement de payer ou une sommation d'exécuter restée sans effet et contenant déclaration par la Ville de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, la convention sera résiliée de plein droit si bon semble à la Ville sans qu'il soit besoin de former une demande en justice.

Dans le cas où l'Occupant refuserait d'évacuer les locaux loués, son expulsion pourrait avoir lieu sur simple ordonnance de référé.

### **ARTICLE 21 : ÉLECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites les parties font élection de domicile tel que mentionné en entête.

Fait à Le Taillan-Médoc, le 31 juillet 2023

La Ville du Taillan-Médoc

l'Occupant



**LISTE DES ANNEXES :**

**1 - Etat des lieux**

**2- Attestation d'assurance Risques locatifs de l'Occupant**